

**COMITÉ CONSULTATIF
DE LA LÉGISLATION ET
DE LA RÉGLEMENTATION
FINANCIÈRES**

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

ORDRE DU JOUR

Publication Internet

**SÉANCE 104
26 janvier 2011**

1 - Points d'ordre général

- Approbation du PV du 15 décembre 2010.

2 - Textes présentés pour avis

2.1 Projets de textes de nature législative

2.1.1) Projet de loi portant réforme de l'exercice des activités d'entremise et de gestion immobilières ;

2.1.2) Projet d'ordonnance transposant la directive 2009/44/CE modifiant la directive 98/26/CE concernant le caractère définitif du règlement dans les systèmes de paiement et de règlement des opérations sur titres et la directive 2002/47/CE concernant les contrats de garantie financière, en ce qui concerne les systèmes liés et les créances privées.

2.2. Projets de textes de nature réglementaire

2.2.1) Projet de décret d'application de la loi de régulation bancaire et financière n° 2010-1249 du 22 octobre 2010 concernant le rachat sans annulation de titres de créance et projet d'arrêté modifiant les arrêtés du 31 décembre 1998 et du 16 février 2005 relatifs aux conditions d'émission des titres de créances négociables ;

2.2.2) Projet de décret en Conseil d'État fixant les conditions dans lesquelles certaines nouvelles dispositions du code la consommation s'appliquent, à compter de leur entrée en vigueur, aux contrats de crédit renouvelable en cours ; (**point supprimé**)

2.2.3) Projet de décret déterminant les modalités du remboursement minimal du capital emprunté à chaque échéance pour les crédits renouvelables ; (**point supprimé**)

2.2.4) Projets de décret et d'arrêté relatifs aux états statistiques des entreprises d'assurances, des mutuelles et des institutions de prévoyance.

ORDRE DU JOUR COMPLEMENTAIRE

SÉANCE 104
26 janvier 2011

Projets de textes de nature réglementaire

A - Projet de décret modifiant les dispositions du code monétaire et financier relatives au recyclage des billets ;

B - Projet de décret modifiant les articles R.7232-1 à R.7232-17 du code du travail et créant une section IV au chapitre 2 du titre troisième du livre deuxième de ce même code (articles R.7232-18 à R.7232-24 nouveaux) ;

C - Projet de décret modifiant le décret 2009-37 du 12 janvier 2009 relatif à la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services, et certains articles du code du travail;

D - Projet d'arrêté modifiant l'annexe de l'arrêté du 19 décembre 2007 pris pour application des articles L.1271-12 à L.1271-14 du code du travail et fixant les caractéristiques et la valeur faciale maximale du chèque emploi-service universel ayant la nature d'un titre spécial de paiement.